



Les candidats aux élections canadiennes ont-ils la même position que leurs électeurs sur le partage des pouvoirs dans la fédération ?

La comparaison de deux sondages distincts menés lors des années électorales 2021 et 2025 montre qu'il y a un désalignement entre les positions des candidats aux élections et celles de leurs électeurs sur la question du partage des pouvoirs au Canada. Alors qu'en 2021, les opinions des candidats et des électeurs sont relativement proches sur cette question, en 2025, un écart se creuse. Le pourcentage d'électeurs favorables à un renforcement du pouvoir du fédéral s'accroît alors que les candidats, eux, restent près de leur posture de l'élection de 2021.

La question de la division des pouvoirs et des responsabilités entre les gouvernements provinciaux et le fédéral est une composante centrale de la fédération canadienne. Incidemment, elle fait partie de l'environnement politique du pays et les citoyens se forgent une opinion à son sujet. Bien que la division des pouvoirs soit balisée par notre Constitution et par le système juridique, les enjeux où le partage des pouvoirs pose problème pour les différents paliers de gouvernements sont, aujourd'hui encore, multiples : immigration, environnement, transferts en santé, etc. Ces tensions alimentent les prises de position dans l'opinion publique, construisent des préférences chez les électeurs et constituent des positionnements politiques distinctifs au sein des différents partis politiques sur l'échiquier (tous paliers confondus) et, conséquemment, chez leurs candidats aux élections.

Les données analysées dans ce bulletin proviennent du [Canadian Candidate Survey](#) (CCS), qui sonde les candidats aux élections sur différents sujets, dont la division des pouvoirs au sein de la fédération, ainsi que du sondage sur la [Confédération de demain](#) (CdD), qui interroge les électeurs sur cette même thématique. Nous portons une attention particulière aux variations régionales et partisanes parmi les électeurs et les candidats entre ces deux élections. La comparaison des données collectées dans le cadre de ces sondages permet de mieux comprendre à la fois les préférences des électeurs sur le partage des pouvoirs au sein de la fédération canadienne, mais également l'offre politique qui y est associée.

LA CONGRUENCE SUR L'ÉQUILIBRE DES POUVOIRS DANS LA FÉDÉRATION CANADIENNE, UNE QUESTION D'IMPORTANCE

Dans les régimes représentatifs comme le nôtre, la légitimité démocratique repose en partie sur la congruence entre les préférences des électeurs et les positions adoptées par leurs élus. La congruence renvoie à cette idée selon laquelle il doit exister un certain degré de représentativité (ou d'alignement) entre les préférences politiques, les valeurs et les opinions des électeurs et celles des personnes élues pour les représenter dans les instances politiques (indépendamment du palier de

Valérie Lapointe

Directrice associée, Centre d'excellence sur la fédération canadienne
vlapointe@irpp.org

Benjamin Ferland

Professeur agrégé, École d'études politiques, Université d'Ottawa
bferland@uottawa.ca

gouvernement). Ce degré de congruence est important, car il symbolise, au moins en partie, le bon fonctionnement d'une démocratie.

Le partage des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux constitue un élément central du fédéralisme canadien. En ce sens, explorer l'adéquation entre l'offre politique et la demande citoyenne sur cet enjeu est susceptible de bonifier notre compréhension de la représentation politique que sous-tend le système démocratique canadien.

MÉTHODOLOGIE

C'est dans cette optique que cette analyse mobilise deux sondages distincts. Les données du CCS ont été collectées après les élections fédérales canadiennes de 2021 et 2025. Dans le cadre de ces enquêtes, tous les candidats des partis politiques représentés à la Chambre des communes (libéraux, conservateurs, néodémocrates, verts et bloquistes) ont été contactés par l'intermédiaire de leur adresse courriel ou de plateformes de médias sociaux comme LinkedIn et Facebook. Près de 300 candidats ont répondu à chacune des enquêtes (taux de réponse de 25 % et 28 %).

Les données de la CdD ont été collectées aux mois de janvier 2021 et de mai 2025. Ces échantillons de près de 4500 répondants¹ sont représentatifs des Canadiens en âge de voter.

Les méthodes du CCS et de la CdD pour mesurer l'opinion des répondants quant au partage des pouvoirs étaient similaires. D'une part, les candidats sondés devaient indiquer leur niveau d'accord ou de désaccord avec l'énoncé suivant : « Il est préférable de donner plus de pouvoir au gouvernement fédéral et moins de pouvoir aux gouvernements provinciaux. » D'autre part, les citoyens devaient indiquer laquelle des options suivantes représentait le mieux leur vision de la façon dont les gouvernements devraient fonctionner au Canada : 1) « le gouvernement de [la province] devrait se charger de plusieurs responsabilités dont le gouvernement fédéral s'occupe présentement » ; 2) « le gouvernement fédéral devrait se charger de plusieurs responsabilités dont le gouvernement de [la province] s'occupe présentement » ; 3) « les choses devraient rester sensiblement comme elles sont présentement ». Les réponses aux enquêtes ont donc été interprétées afin de mesurer si les répondants préféraient allouer davantage de pouvoir au gouvernement fédéral, allouer davantage de pouvoir aux gouvernements provinciaux, ou maintenir le statu quo.

DES DIVERGENCES EN MATIÈRE DE CENTRALISATION DES POUVOIRS ENTRE 2021 ET 2025

La figure 1 montre que, lors des deux dernières années électorales au Canada (2021 et 2025), la position des candidats est restée relativement stable. En effet, 44 % pensent que les provinces devraient obtenir plus de pouvoir que le fédéral, contre 16 % seulement qui pensent le contraire. Or, malgré le changement de gouvernance aux États-Unis, accompagné d'une politique tarifaire agressive et de menaces récurrentes d'annexion territoriale, les élections de 2025 n'ont pas modifié de manière importante les positions des candidats aux élections en matière de partage des pouvoirs au sein de la fédération.

¹ En 2021, c'est 5814 répondants qui ont participé au sondage, contre 5391 en 2025. Nous avons exclu les réponses « ne sait pas » de notre analyse pour être en mesure de comparer les données des deux sondages. Il apparaît clairement qu'un plus grand nombre d'électeurs n'ont pas d'opinion sur la question du partage des pouvoirs dans la fédération, contrairement aux candidats aux élections, pour qui cet enjeu constitue un aspect central de la fonction qu'ils aspirent à occuper.

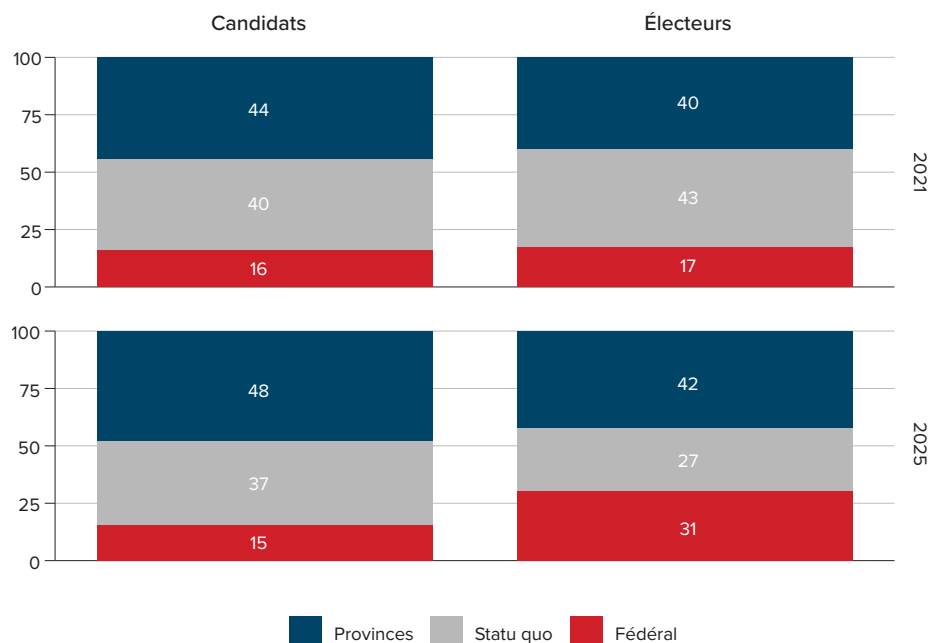


Figure 1. Évolution du positionnement des candidats et des électeurs sur le partage des pouvoirs pour les années électorales 2021-2025

Sources : Confédération de demain (électeurs) et Canadian Candidates Survey (candidats).

La posture des électeurs, cependant, a changé entre les deux périodes. En effet, alors que l'opinion publique était très similaire à celle des candidats aux élections fédérales de 2021 – avec 16 % des candidats et 17 % des électeurs favorables à un renforcement des pouvoirs du fédéral –, en 2025, c'est près du double des électeurs (31 %) qui souhaitent une plus grande centralisation. À l'inverse, si 43 % des électeurs désirent maintenir le partage des pouvoirs en 2021, ils ne sont plus que 27 % à penser ainsi en 2025. L'option du statu quo n'est donc plus la tendance dominante en 2025.

Un premier facteur explicatif de cette variation importante réside présumément dans le nouveau climat de tensions canado-américaines. En effet, pendant la période électorale de 2025, près de [58 % des électeurs](#) soulignent que les menaces tarifaires de Donald Trump pourraient influencer leur vote. Ce contexte électoral sans précédent dans l'histoire du pays a pu mener les électeurs à vouloir offrir davantage de pouvoir au fédéral. Un second facteur explicatif réside dans le contexte de politique intérieure canadienne, où l'année 2025 a été caractérisée par une chute marquée de la popularité de Justin Trudeau, suivie de sa démission, puis par l'apparition sur la scène politique de Mark Carney, aujourd'hui premier ministre. Il est possible que les électeurs ajustent leur perception du partage des pouvoirs au sein de la fédération en fonction de leur appréciation du premier ministre fédéral par rapport à celui de leur province. La hausse de popularité d'un chef politique à un palier de gouvernement, combinée à la perte de popularité d'un chef à un autre niveau de gouvernance, peut certainement avoir un effet sur l'opinion que se font les électeurs du partage des pouvoirs. Cet effet, on peut le penser, est beaucoup moins perceptible chez les candidats aux élections, pour qui cette question n'est pas liée à la popularité d'un politicien, mais relève davantage des principes à la base de leur engagement politique.

Il sera par ailleurs intéressant de suivre ces variations au fil des prochaines années électorales, pour voir si cette tendance se cristallise ou si elle était simplement le reflet d'un contexte particulier. À court terme, nous assistons à un désalignement entre l'opinion des électeurs et celle des candidats.

Regard sur les variations régionales

Lorsque l'on ventile les données de sondage par région canadienne, les résultats sont tout aussi intéressants.

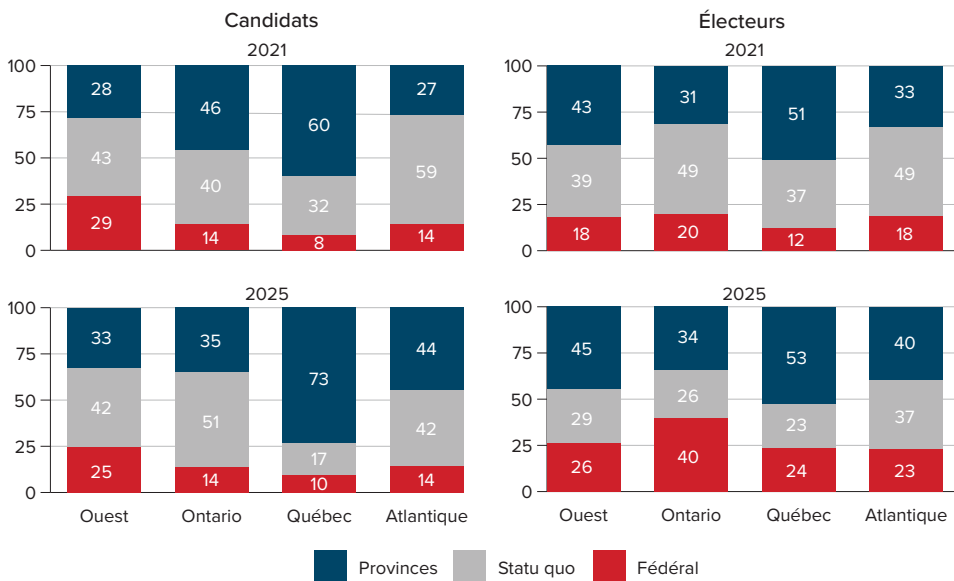


Figure 2. Évolution du positionnement des candidats et des électeurs sur le partage des pouvoirs pour les années électorales 2021-2025 par région au Canada

Sources : Confédération de demain (électeurs) et Canadian Candidates Survey (candidats).

Au Québec, tant les candidats que l'opinion publique sont favorables à une décentralisation des pouvoirs dans la fédération (moyenne combinée respective de 66 % et 52 %). Dans les provinces atlantiques, on note qu'entre les années électorales 2021 et 2025, les candidats ont adopté des positions décentralisatrices, l'appui des candidats à une autonomie accrue des provinces est passé de 27 % à 44 %, une augmentation notable. Cette tendance ne se confirme pas en Ontario où, au contraire, les candidats semblent adopter une posture moins décentralisatrice, le soutien passant de 46 % en 2021 à 35 % en 2025.

De plus, lorsque l'on compare les données des candidats avec celles de l'opinion publique, on observe que partout au pays, à l'exception des provinces de l'Ouest, le public adopte une posture plus centralisatrice, c'est-à-dire davantage en faveur de pouvoirs accrues pour le fédéral. Il semble ici aussi qu'un des facteurs explicatifs relève du contexte géopolitique actuel avec les États-Unis, le climat d'incertitude générant une hausse marquée de l'[anxiété](#) dans la population canadienne.

La présente analyse régionale met donc en évidence des dynamiques différenciées entre les candidats aux élections et les électeurs. L'opinion publique, en revanche, évolue de manière beaucoup plus homogène : entre 2021 et 2025, les citoyens de toutes les régions deviennent plus centralisateurs, confirmant une tendance pancanadienne. Cette convergence citoyenne contraste fortement avec la diversité régionale observée chez les candidats et conduit, en 2025, à une situation où les citoyens sont globalement plus centralisateurs que ceux qui aspirent à les représenter dans l'ensemble des régions du pays. L'Ouest canadien constitue aussi une exception notable, où la proportion de citoyens favorables à la décentralisation demeure supérieure à celle des candidats, signe que des spécificités régionales persistent dans les préférences fédérales, malgré une tendance vers la centralisation dans l'opinion publique. Par ailleurs, il importe de souligner que dans le cas du Québec, le léger mouvement vers une plus grande centralisation doit se comprendre à la lumière des pouvoirs uniques que la province détient dans certains champs de compétences.

Les déclinaisons de la congruence en fonction de la bannière politique

Enfin, lorsque l'on examine la congruence en fonction de la bannière politique, on constate une tendance semblable aux précédentes. En effet, sans surprise, les candidats libéraux et ceux du Nouveau Parti démocratique (NPD) adoptent des positions plus centralisatrices que les autres partis politiques en 2021 et 2025. Par ailleurs, dans le cas du NPD, les candidats aux élections de 2025 se montrent plus décentralisateurs, le pourcentage de ceux qui revendiquent plus de pouvoir pour les provinces ayant presque doublé (28 % en 2021 et 45 % en 2025). Cette tendance propre au NPD s'explique peut-être par sa situation électorale particulière, les sondages lui ayant été largement défavorables en 2025. Le Parti vert, pour sa part, modifie légèrement son orientation vers une plus grande centralisation. En parallèle, en 2021, les électeurs libéraux, néodémocrates et verts affichent déjà des préférences plus centralisatrices, une situation qui s'accroît en 2025. Quant au Bloc québécois, l'ensemble de ses candidats aux élections de 2021 et 2025 étaient favorables à ce que le Québec obtienne davantage de pouvoir. Cette posture n'a rien d'étonnant, puisque le parti milite en faveur de l'indépendance du Québec depuis ses tout débuts. D'ailleurs, en 2025, les électeurs du Bloc sont toujours à 70 % en faveur de l'octroi de plus de pouvoir au Québec, contre 21 % qui soutiennent le statu quo et 9 % qui souhaiteraient un renforcement des compétences du gouvernement fédéral. Il faudra voir si cette tendance se maintient dans le temps ou si ces 9 % de bloquistes qui désirent voir le fédéral obtenir plus de pouvoir adoptent cette position en raison des conjonctures politiques actuelles (notamment les menaces croissantes provenant de l'autre côté de la frontière).

Ce changement de position sur la question du partage des pouvoirs s'étend également aux électeurs conservateurs, traditionnellement plus favorables à la décentralisation des pouvoirs au Canada. À l'exception des libéraux, dont les positions demeurent alignées avec celles de leurs électeurs, les citoyens apparaissent plus centralisateurs que les candidats de leur parti. Ces données suggèrent donc que l'offre politique sur la question du partage des pouvoirs dans la fédération n'est pas tout à fait congruente avec la demande des électeurs. Une découverte qu'il importe de mettre en évidence.

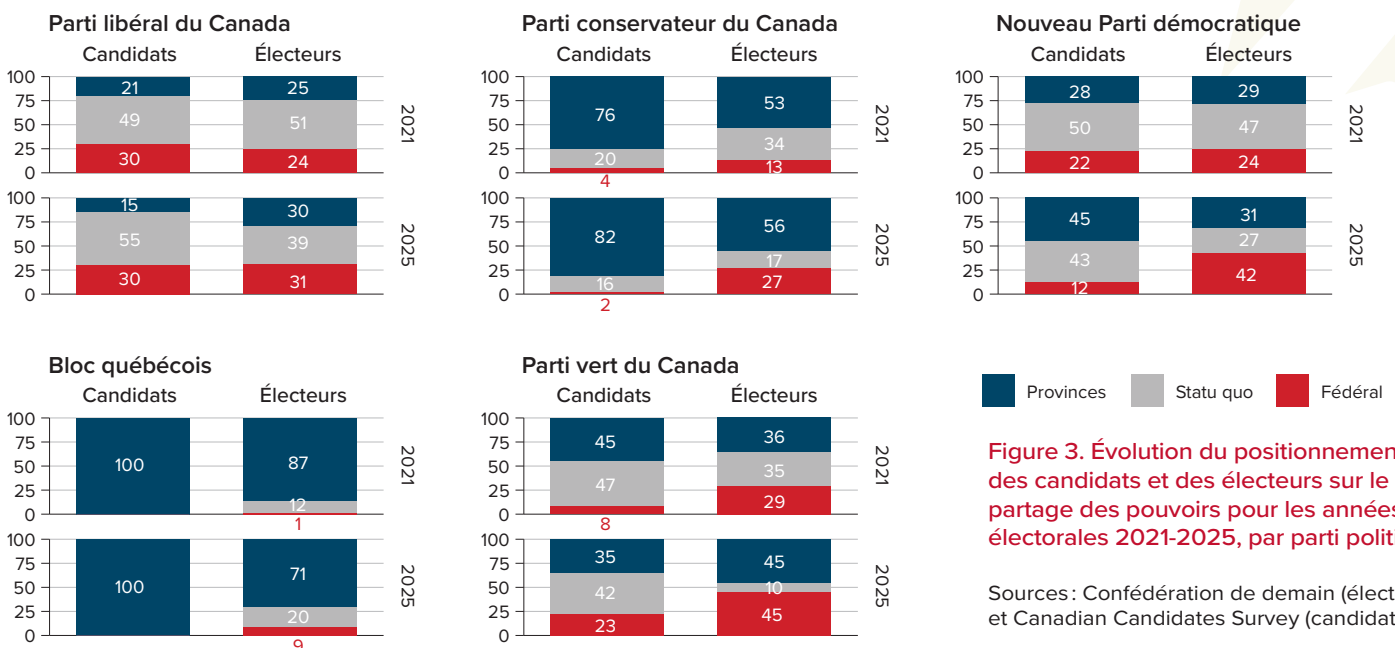


Figure 3. Évolution du positionnement des candidats et des électeurs sur le partage des pouvoirs pour les années électorales 2021-2025, par parti politique

Sources : Confédération de demain (électeurs) et Canadian Candidates Survey (candidats).

CONCLUSION

Les résultats mettent en évidence un décalage entre les positions des candidats aux élections et l'opinion publique sur la question du partage des pouvoirs au Canada. Alors qu'en 2021, les préférences des candidats fédéraux et de la population convergeaient relativement quant à l'équilibre fédéral-provincial, les données de 2025 révèlent une dynamique différente : l'opinion publique adopte une orientation plus centralisatrice que celle défendue par les candidats. Ce renversement suggère qu'une partie croissante de la population perçoit le gouvernement fédéral comme un palier de gouvernement plus intéressant, du moins dans le contexte d'incertitude actuel qui caractérise les relations canado-américaines.

Ce décalage entre candidats aux élections et électeurs indique que les débats sur le fédéralisme canadien pourraient être de plus en plus structurés par une tension entre une demande populaire accrue de centralisation des pouvoirs et une offre politique qui demeure ancrée dans les équilibres traditionnels du partage des compétences. Les candidats aux élections fédérales partagent-ils une opinion semblable à celle de leurs électeurs sur cette question ? Bien que la réponse soit nuancée, force est de constater que l'année électorale 2025 offre des résultats bien différents de l'année électorale 2021. Pour reprendre les mots du premier ministre Mark Carney lors de son discours à Davos, qualifié d'historique : « Nous sommes en pleine rupture, et non en pleine transition. » Cette rupture (de l'ordre mondial) aura des effets sur les attentes des électeurs face à la fédération canadienne, mais également sur l'offre politique au pays. Mesurer les attentes sur la question du partage des pouvoirs entre les provinces et l'État central est absolument nécessaire pour mieux comprendre les défis qui accompagnent cette recomposition pour le Canada, sa fédération et, ultimement, sa démocratie.



CENTRE
D'EXCELLENCE
SUR LA
FÉDÉRATION
CANADIENNE

Le Centre d'excellence sur la fédération canadienne est une initiative de recherche permanente de l'IRPP qui a pour objectif d'approfondir la compréhension du Canada en tant que communauté fédérale. Il produit des analyses clés sur les enjeux qui touchent la fédération, comme les politiques liées à la pandémie de COVID-19, les relations fiscales, la situation politique des peuples autochtones et l'opinion publique sur le fédéralisme.

